

ENQUETES ADMINISTRATIVES DE SECURITE**Ali Tounsi garantit la protection des cadres**

Au cours d'un séminaire qui a regroupé 83 cadres de la Sûreté de daira chargés des enquêtes administratives de sécurité, le premier responsable de la police, M. Ali Tounsi, a cassé un tabou en affirmant que les anciennes enquêtes d'habilitation n'ont pas été effectuées d'une manière professionnelle. Selon le DGSN, beaucoup de cadres de la nation ont souffert du système en place et des régimes politiques. Le conférencier a également annoncé que dorénavant les enquêtes administratives vont s'effectuer dans le respect des lois. Celles-ci obéissent, à présent, à un nouveau canevas et ne retiennent que les preuves juridiquement valables.

Amir G. - Alger (Le Soir) - Au cours de ce séminaire élargi aux organisations des droits de l'homme et à des représentants de la société civile, le directeur général de la Sûreté nationale a rappelé qu'avec ce réajustement dans l'élaboration des enquêtes administratives, la police algérienne fait un bond qualitatif dans le processus de modernisation.

M. Tounsi a martelé que beaucoup de cadres émérites ont vu leur carrière brisée à cause d'une enquête d'habilitation tendancieuse ou basée sur des appréciations infondées placées au conditionnel. Le directeur de la police algérienne a affirmé que les cadres sont le pilier de l'épanouissement d'une nation et qu'il fallait, de ce fait, les mettre à l'abri des luttes intestines.

Ali Tounsi a assuré que c'en était fini avec les délations et les messes basses usitées par certains afin de briser un cadre auquel l'on veut nuire. Quelques-uns ont même été sanctionnés, voire emprisonnés en raison de faux rapports.

L'orateur a insisté sur le fait que dans la police contemporaine tout agent qui se rend coupable d'un faux rapport est automatiquement passible de révocation et de poursuites judiciaires. Le directeur général de la Sûreté nationale a également donné instruction pour que tous les vieux rapports soient incinérés.

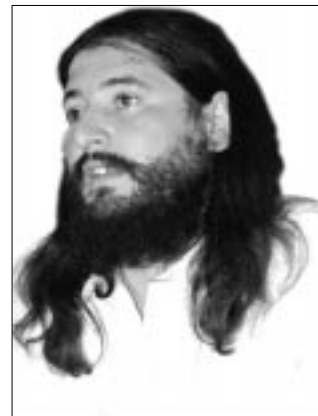
Selon lui, une grande partie de ces documents a déjà été brûlée. Il ne reste qu'une petite quantité à éliminer. D'ailleurs, à l'occasion de ce séminaire, Ali Tounsi a symboliquement procédé à la destruction de quelques documents en présence du procureur général de la cour d'Alger. Il est par ailleurs à rappeler que les enquêtes administratives de sécurité sont utilisées pour la promotion des cadres de la nation à des postes supérieurs.

A. G.

ACCORD OUYAHIA-AROUCH**Un mécanisme peut en cacher d'autres**

Sauf avènement, d'ici là, d'impératifs contraignant à un ajournement, la délégation des animateurs des arouch de Kabylie retrouvera le chef du gouvernement lundi prochain pour une préliminaire autour du fameux mécanisme chargé du suivi de la mise en œuvre de la plate-forme d'El-Kseur. Un mécanisme qui, pour organe technique qu'il soit, exotérique, de fait, l'Etat de l'obligation de réponse satisfaisante au contenu politique du document signé à El-Kseur le 11 juin 2001.

Sofiane Aït-Ilfis Alger (le Soir) - Le mécanisme en question, expliqué par le chef du gouvernement lui-même, à l'issue de la signature samedi de l'accord avec la délégation d'animateurs des arouch, n'est rien d'autre qu'un "organe constitué d'agents et de cadres de l'Etat ainsi que des animateurs des arouch". Il n'aura nulle fonction délibérante, puisque son rôle, a dû encore préciser Ahmed Ouyahia, se résumera "au suivi de l'application de l'accord". Or, dans sa substance, ledit accord, outre qu'il est resté exagérément vague et flou, délimite le champ d'intervention de l'Etat. La mise en œuvre de la plate-forme d'El-Kseur se fera "dans le cadre de la Constitution et des lois de la



République". Autrement, les décisions qui pourraient être prises en guise de réponse aux revendications des populations de Kabylie devraient impérativement être conformes aux dispositions constitutionnelles. Dès lors, il est difficilement concevable, par exemple, qu'il soit procédé, dans le cadre des textes actuels, au démantèlement des brigades de la gendarmerie dans la région de Kabylie.

Le point 4 de la plate-forme d'El-Kseur stipule "le départ immédiat des brigades de la gendarmerie et des renforts des URS". Une telle décision reste, par ailleurs, lourde à prendre, tant elle impliquerait inéluctablement l'institution d'un "particularisme kabyle", autrement dit une refonda-

tion de la structure de l'Etat. L'officialisation de tamazight au côté de la langue arabe suppose, elle, également, au préalable, la même refondation de la structure de l'Etat. Car, la co-officialité de langue ne peut être, de l'avis de spécialistes, instituée dans un Etat jacobin, centralisé. Donc, pour que cette revendication consignée dans la plate-forme d'El-Kseur (point 8) soit satisfaite, il faudra nécessairement revoir la nature de l'Etat. Ce qui, s'il devait intervenir, passe par une révision constitutionnelle. Forcément donc, les animateurs des arouch, en acceptant la feuille de route de Ahmed Ouyahia, souscrivent aux projets présidentiels, dont la révision constitutionnelle. Et, cette dernière

porterait, à en croire les quelques indiscretions rapportées par la presse, entre autres sur le prolongement du mandat présidentiel de deux (02) années et la métamorphose du régime de gouvernance actuel en régime intégralement présidentiel. Les animateurs des arouch, apprivoisés, il est évident, comme ils ne l'ont jamais été auparavant, ne semblent pas saisir la dimension de leur contradiction. En ce sens que le régime présidentiel n'est pas forcément garant de l'Etat de droit, n'est pas obligatoirement synonyme de démocratie. Visiblement, les animateurs des Arouch ont cessé de relire la plate-forme d'El Kseur... au point d'oublier l'essence.

S. A. I.

APRES LES EVENEMENTS A LA FACULTE DE SCIENCES POLITIQUES ET DE L'INFORMATION**La solidarité avec les étudiants continue**

Après les événements qu'a vécus la faculté des sciences politiques et de l'information (ex-ITFC), la solidarité de différents syndicats et associations s'est manifestée. Pour eux, la violation des franchises universitaires est le mal qu'il faut combattre. Dix jours après, la mobilisation des étudiants ne fléchit pas. Au contraire, elle s'intensifie. Ainsi, le collectif des étudiants autonomes de l'université d'Alger se dit déterminé à mener le mouvement de contestation pacifique jusqu'à la satisfaction des "revendications conductrices du mouvement pacifique" déclenché depuis l'arrestation arbitraire de Merzouk Hamitouché, le 13 décembre dernier. "Nous appelons toutes les facultés de l'université d'Alger à se mobiliser et s'organiser pour lutter et observer des rassemblements, des marches à l'intérieur des facultés et des grèves jusqu'à l'aboutissement de notre cause", notent-ils dans leur communiqué. Après les déclarations faites par M. Hadjar Tahar, recteur de l'université d'Alger, le collectif réagit : "Monsieur le recteur de l'université d'Alger, nous vous disons que nous ne sommes pas des rebelles, bien au contraire nous sommes responsables et d'une maturité irréprochable. Nous sommes des étudiants organisés en collectif déterminés à mener notre lutte pacifique". Les membres du collectif exigent : la libération

des étudiants arbitrairement arrêtés (Hamitouché Merzouk, Baby Achou et Ladjimi Farid) et incarcérés à la prison d'El Harrach, l'arrêt des poursuites judiciaires contre des étudiants activement recherchés, la primauté du savoir sur l'ignorance et la préservation des franchises universitaires. Dans leur document, ils rappellent : "Dans la nuit du 10 janvier, 24 étudiants ont été arrêtés à l'intérieur de la faculté des Sciences politiques et de l'information dont 2 filles et quatre étudiants de Tizi Ouzou, puis relâchés et mis sous liberté conditionnelle". Le collectif fait état également de l'agression d'une étudiante avant-hier à l'ITFC par un enseignant au niveau de l'administration.

Et d'enchaîner : "Monsieur le recteur de l'université d'Alger, nous vous disons que nos revendications sont le produit de votre déficit pédagogique qui s'est répercuté sur les étudiants, lesquels se sont soumis à des pratiques destructrices et sélectives : désorientation, des étudiants souffrent de l'exclusion et de la marginalisation des chargés à la pédagogie qui fuient leur responsabilité."

Devant cette situation, la Coordination locale des étudiants (CLE) de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou s'interroge sur les tenants et aboutissants de cet acharnement et de la terreur des forces de

"l'ordre" qui s'abat sur leurs camarades. Réunie le 11 janvier dernier à la bibliothèque centrale, la CLE dit avoir pris "conscience de la gravité de la situation et du risque de dérapage qui guette aujourd'hui l'université pour la précipiter dans le chaos." D'après cette coordination, "le pouvoir en crise de perspectives, ne recule devant rien pour mater toute dynamique estudiantine et d'étouffer la voix des étudiants qui crient tout haut leur ras-le-bol généralisé et réclament leurs droits les plus légitimes à savoir un véritable changement des conditions socio-pédagogiques en adéquation avec une formation de qualité." Et d'ajouter : "En guise de réponse, les étudiants n'ont eu droit qu'à la répression farouche qui a débouché sur des arrestations arbitraires, enlèvements, spoliations des droits et des libertés syndicales et la violation des franchises universitaires". Tout en condamnant "énergiquement ces actes de violences et ces arrestations dont ont fait l'objet ces étudiants", la CLE rejoint les autres voix et exige leur libération immédiate et inconditionnelle.

L'association Nedjma, de son côté, souligne dans une déclaration qu'elle ne peut rester indifférente : "Suite à la répression qui s'abat sur les étudiants de l'université d'Alger, au moment où ils expriment leur ras-le-bol par rapport à la situation catastro-

phique qu'ils vivent et devant la remise en cause de toutes les libertés démocratiques et d'organisation les plus élémentaires des étudiants, par les responsables de l'université d'Alger qui, au lieu de chercher à y remédier par de véritables solutions ont recours à la répression, la manipulation et les politiques de replâtrage et de fuite en avant comme réponse aux attentes et aux aspirations légitimes des étudiants." Cette association salue la grande mobilisation des étudiants et étudiants de toutes les universités et la solidarité des enseignants des différents secteurs. Tout en dénonçant "toutes les politiques de répression (...), elle exige la libération immédiate et inconditionnelle des étudiants détenus, la satisfaction de toutes les revendications légitimes exprimées par les étudiants, le respect des libertés démocratiques et syndicales et les franchises universitaires et l'arrêt des politiques de bradage et de privatisation."

Enfin, elle appelle tous les étudiants, travailleurs et enseignants à rejoindre l'appel à la grève initiée par le Conseil national des enseignants du supérieur (CNES) pour le 7 février et faire de cette date une journée de protestation contre la répression, la remise en cause des libertés démocratiques et syndicales et contre les politiques libérales.

Meriem Ouyahia